

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Sans programmation pluriannuelle, le secteur des EnR s'empêche

Les professionnels des énergies renouvelables pestent contre l'absence de nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie. Des développeurs aux gestionnaires de réseau, c'est toute l'organisation de la transition énergétique qui piétine.

MAXIME GIRAudeau

Pas de gouvernement et donc toujours pas de cap énergétique pour la France. Sans publication de la tant attendue Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), le pays n'a pas d'objectif de développement ni pour l'éolien ni pour le solaire, les deux piliers renouvelables du secteur. La feuille de route est pourtant en préparation depuis 2021 et prête à être publiée par décret gouvernemental... dès qu'il y aura quelqu'un aux manettes.

L'ex-ministre de l'Industrie et de l'Énergie, Marc Ferracci, avait ainsi promis une publication de la PPE par décret avant l'été. « Cette absence de visibilité pénalise grandement le développement des énergies renouvelables en France, la création d'emplois associée, les investissements, sans parler de la souveraineté énergétique de notre pays dont le mix énergétique dépend toujours à 60 % d'énergies fossiles importées », écrit ainsi Anne-Catherine de Tourtier, présidente de France Renouvelables, en introduction de l'Observatoire 2025 du système électrique, publié aujourd'hui par le syndicat. En ajoutant les demandes de moratoire relayées par l'extrême droite en juin puis évoquées du côté Sébastien Lecornu à la rentrée, la filière se sent de plus en plus délaissée.

Solaire au top, éolien en repli

« La PPE traduit la volonté de l'État et donne une direction. Si on n'a pas ce phare, on ne sait pas où aller », réagit Carole Descroix, fondatrice de Terapolis, une jeune entreprise qui veut développer des parcs solaires et agri-voltaïques. Face aux difficultés persistantes, la développeuse a choisi de se détourner de l'éolien pour le moment. « La

lenteur des administrations est assez incroyable », commente-t-elle. Il faut compter entre six à dix ans pour développer un parc selon les dires de la filière. Parfois même plus.

Avec seulement 270 nouveaux mégawatts d'éolien terrestre, les difficultés sont telles que le volume de raccordement du 1er semestre 2025 est le plus bas enregistré depuis 20 ans. Heureusement, la France a pu compter sur l'éolien en mer pour rattraper le coup, avec 250 MW supplémentaires. Il n'empêche qu'il faudra doubler le rythme d'installation pour atteindre les objectifs déclinés dans l'ébauche de la PPE 3 qui vise 40 à 45 gigawatts d'éolien branchés dans dix ans.

Le photovoltaïque apporte en revanche un peu de chaleur à la filière. Avec 2 850 MW installés au niveau national au premier semestre dont 467 rien qu'en Nouvelle-Aquitaine, la France signe un nouveau record. Le seuil de 5 GW raccordés en 2024 pourrait être dépassé cette année. Un rythme qui permettrait d'atteindre 65 à 90 GW de solaire installé en 2040.

Le réseau dans l'expectative

Mais rien n'est gagné car côté réseau, RTE, qui doit assurer le raccordement des parcs, peine à avancer sans cap défini. « Les révisions des Schémas régionaux de raccordement au réseau, qui sont conduites par RTE, ont été mises en pause en attendant d'y voir plus clair sur la PPE », révèle Raphaël Briot, chargé de mission Territoires et urbanisme pour France Renouvelables.

Ces documents, nommés S3REnR, définissent les capacités d'accueil de nouvelles installations en fonction des capacités du réseau. Une révision avait été lancée dans plusieurs régions au printemps, dont la Nouvelle-Aquitaine qui doit accueillir 25 % de la nouvelle production d'électricité renouvelable d'ici 2030.

Le directeur de RTE Sud-Ouest, Jérôme Rieu, réfute une mise en pause mais reconnaît un ralentissement. « Définir les objectifs régionaux prend plus de temps que s'il y avait une PPE avec des volumes pour chaque région. On discute avec les services de l'État et on attend qu'ils nous indiquent la valeur à retenir », s'ex-



Une éolienne en cours d'installation en Haute-Vienne. Au 1er semestre 2025, le raccordement éolien a chuté en France. MG-LT

plique-t-il.

Un potentiel de 11 à 14 GW supplémentaires, en plus des 16 à raccorder d'ici 2030, avait été estimé pour la Nouvelle-Aquitaine dans le cadre de la révision. Au niveau national, la société publique table sur 100 milliards d'euros d'investissement pour développer et renforcer le réseau à horizon 2040.

Des offres de vente de parcs en hausse

Autant d'atermolements qui envoient des mauvais signaux au marché. « Il y a des désinvestissements sur le marché français car il n'est plus attractif. Certains grands acteurs sont devenus très frileux », pointe Camille Girard, porte-parole du développeur girondin Valorem. La major pétrolière TotalEnergies vient par exemple de céder à une entreprise bretonne 41 projets de centrales au sol répartis dans toute la France, pour une puissance totale de 159 MW. Selon nos informations, le groupe souhaiterait se délester de ses plus petits actifs, les moins rentables, pour se concentrer sur les grandes infrastructures ou sur d'autres pays.

« Nous nous concentrons sur des projets à bas coûts ou de taille significative car nous avons notamment des coûts de structure élevés », répond TotalEnergies. « Il est donc naturel et habituel de céder des projets à des développeurs qui sont plus à même de les développer que nous plutôt que de les laisser dormants dans nos portefeuilles », poursuit l'énergéticien qui compte actuellement 400 MW en construction et plus de 1 600 MW en développement dans les énergies renouvelables en France.

« On observe une augmentation des offres de vente de parcs. Je reçois deux propositions de reprise par semaine, d'habitude c'est une par mois », commente sous couvert d'anonymat un responsable commercial. Un chamboulement parti pour durer tant que le destin énergétique national n'est pas fixé. **LT**